Projet de règlement grand-ducal

concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles.

Avis du Conseil d'Etat

(31 mars 2009)

Par dépêche en date du 1^{er} juillet 2008, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat un deuxième train de quatre projets de règlements grand-ducaux, élaborés par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle dans le cadre de ce qui est devenu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Au texte du projet sous avis étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

Par dépêche du 29 octobre 2008, l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'Etat.

*

C'est l'article 46 de la loi susmentionnée du 6 février 2009 qui a créé la base légale pour les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles, chaque école étant libre de prévoir des dispositions complémentaires dans le domaine sous rubrique.

Examen des articles

Préambule

Le préambule est à compléter par un deuxième visa à intercaler et libellé comme suit:

« Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics; ».

Article 1^{er}

A l'instar de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, le Conseil d'Etat constate que le droit d'accès des parents est explicitement relevé dans le commentaire des articles. Le Conseil d'Etat propose d'ajouter l'alinéa suivant:

« Dans l'intérêt d'un bon fonctionnement de la communauté scolaire, l'accès des parents d'élèves peut être limité par le règlement d'ordre intérieur de l'école. »

Article 2

En ce qui concerne le troisième alinéa de cet article, le Conseil d'Etat propose de s'inspirer de l'avis de la chambre professionnelle précitée et de retenir le texte suivant:

« L'enregistrement de sons et d'images est interdit dans l'enceinte de l'école, sauf à des fins pédagogiques. Pour tout autre enregistrement, l'autorisation préalable des parents des élèves et des autorités communales ou du ministre est requise. »

Le Conseil d'Etat fait également sienne la remarque de la chambre professionnelle au sujet des autorisations requises pour mettre sur Internet des photos d'élèves prises à l'occasion d'activités scolaires.

Le Conseil d'Etat constate le caractère peu réaliste des dispositions de l'alinéa 4 et propose de limiter les interdictions visées à la durée des cours.

Article 3

Dans le contexte de la tenue vestimentaire des membres de la communauté scolaire visé dans cet article, le Conseil d'Etat renvoie également aux dispositions *ad hoc* de l'article 5 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire.

Article 4

Cet article traite des punitions et mérite d'être signalé, car il jette définitivement par-dessus bord les punitions collectives et autres châtements corporels, relents d'une pédagogie archaïque.

Le Conseil d'Etat propose de libeller le début de l'article sous revue comme suit:

« Tous les membres de la communauté scolaire sont tenus de respecter le règlement d'ordre intérieur. Les manquements de la part des élèves peuvent faire l'objet d'une punition. *(suit le texte proposé)* »

Article 5

Sans observation.

Article 6

L'article sous examen évoque la possibilité d'élaborer un règlement d'ordre intérieur complémentaire et trouve l'accord du Conseil d'Etat.

Article 7

On aurait pu ajouter la lecture collective, au sein des classes, du règlement d'ordre intérieur, en début d'année scolaire.

Article 8

Pour des raisons d'application pratique de cette disposition, on aurait pu conférer au président du comité d'école l'autorisation d'accès à l'enceinte de l'école aux personnes ne faisant pas partie de la communauté scolaire.

Article 9

Sans observation.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat approuve le projet de règlement grand-ducal soumis à son avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 31 mars 2009.

Pour le Secrétaire général,
L'Attaché,

s. Yves Marchi

Le Président,

s. Alain Meyer